

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
HISTOIRE

Sujet :
**Enseigner « La République et les évolutions de la société française »
en classe de première**

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A :** Extraits du programme d'histoire de classe de première des séries générales, B.O. spécial n° 9 du 30 septembre 2010 et B.O. n°46 du 13 décembre 2012 pour les aménagements, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel d'Histoire, classe de première ES-L-S, Sébastien Cote (dir.), Paris, Nathan, 2017, p. 342-343.
- **Document C :** Manuel d'Histoire, classe de première ES-L-S, Marielle Chevallier et Xavier Lapray (dir.), Paris, Hatier, 2015, p. 301.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D :** Michelle Zancarini-Fournel, Christian Delacroix, *La France du temps présent 1945-2005*, Paris, Belin, 2010 p. 570-572.
- **Document E :** Fanny Gallot, « Aujourd'hui comme hier, les femmes au cœur des mobilisations », *Le Monde*, 11 décembre 2018. [En ligne]

Document A : Extraits du programme d'histoire de classe de première des séries générales, B.O. spécial n° 9 du 30 septembre 2010 et B.O. n°46 du 13 décembre 2012 pour les aménagements, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Thème 5. Les Français et la République

Question	Mise en œuvre
La République et les évolutions de la société française	-La République et la question ouvrière : le Front populaire. -La République, les religions et la laïcité depuis les années 1880. -La place des femmes dans la vie politique et sociale de la France au XXe siècle.

Extraits de la fiche Eduscol

La question dans le thème

La question analyse la manière dont la République s'est adaptée aux évolutions sociales et culturelles qu'a connues la France depuis la fin du XIXe siècle. Elle interroge **la capacité de l'idée républicaine telle qu'elle a été définie sous la Troisième République, à évoluer pour répondre à ces bouleversements en montrant à la fois les réformes engagées et leurs limites**. Dans cette optique, la question s'intéresse à l'intégration de catégories qui, à l'origine, n'étaient pas au centre du projet républicain : ouvriers, croyants, femmes.

Orientations pour la mise en œuvre

La place des femmes dans la vie politique et sociale de la France au XXe siècle.

Pour cette troisième étude, il convient de partir de la situation politique et sociale des femmes au début du XXe siècle afin de mettre en évidence la contradiction, d'une part, entre les idéaux républicains et la condition des femmes et, d'autre part, entre la domination de la représentation traditionnelle du rôle de la femme dans la société et la large place qu'elle occupe déjà dans le monde du travail. De ce point de départ, l'étude peut suivre la chronologie. Elle insiste sur les changements limités introduits par la Première Guerre mondiale, sur l'absence d'amélioration de la condition féminine pendant l'entre-deux-guerres. Le droit de vote accordé en 1944 ne modifie pas la place de la femme dans la société. Il faut attendre les années 1960-1970 pour qu'un véritable changement intervienne sous l'action des évolutions générales de la société et sous la pression d'un mouvement féministe plus revendicatif. Cependant, l'amélioration de la condition féminine qui en résulte se révèle incomplet, les inégalités persistant entre les femmes et les hommes encore aujourd'hui. Une approche thématique peut aussi être adoptée en suivant les trois grandes voies de l'émancipation des femmes : les droits politiques, le travail, la question de la famille, de la maternité et de la sexualité.

En 2004, les Rencontres d'histoire de Blois avaient pour thème « Les Femmes dans l'histoire ». Cette forme de reconnaissance institutionnelle venant d'une manifestation culturelle destinée à un large public permet de mesurer le chemin parcouru dans le second XXe siècle, depuis l'acquisition par les femmes du droit de vote (près d'un siècle après le suffrage masculin de 1848) jusqu'à leur inclusion récente, en tant que telles, dans le récit historique. [...]

Avec le renouveau du mouvement féministe, des femmes ont « pris brutalement la parole » en 1968-1970 en se déclarant « sans passé et sans histoire » (c'est-à-dire sans passé et sans histoire reconnus). [...] Dans le même temps, influencées par le féminisme, des historiennes se sont demandé si « les femmes avaient une histoire ? » titre du premier cours dispensé, à l'université de Paris 7, en 1973, par Fabienne Bock, Michelle Perrot et Pauline Schmitt-Pantel, tandis qu'à l'université d'Aix-en-Provence un groupe d'historiens et de littéraires, autour d'Yvonne Knibiehler, auscultait le féminin. Dix ans plus tard, un colloque à Saint-Maximin s'interrogeait pour savoir si « une histoire des femmes est possible ? » ; il fallut quinze ans et un nouveau colloque à l'université de Rouen en 1997 pour se demander si « une histoire *sans* les femmes est possible ? ». Tels les cailloux du petit Poucet, ces colloques (devenus livres) ont posé les jalons d'une histoire sexuée. Dans le dernier quart du XXe siècle, est donc née et s'est complexifiée une histoire des femmes, non reconnue institutionnellement, mais qui s'est imposée dans le grand public avec la publication de la vaste synthèse, *L'Histoire des femmes en Occident*, de l'Antiquité à nos jours, publiée en cinq volumes en 1991-1992. L'histoire y apparaît comme un métier d'hommes : « Métier d'hommes qui écrivent l'histoire des hommes, présentée comme universelle [...] » écrivent ses deux maîtres d'œuvre, Georges Duby et Michelle Perrot dans l'introduction. [...]

Quelles ont donc été les conditions de l'émergence de cette histoire des femmes ? On peut distinguer trois séries de facteurs : intellectuels, sociologiques et politiques. Sur le plan des idées, la crise des grands paradigmes explicatifs (marxisme et structuralisme), s'ajoute à la montée de la subjectivité et au changement des alliances disciplinaires (l'histoire renoue avec l'anthropologie à la fin des années 1960 et renouvelle ses questionnements). Les facteurs sociologiques ont également été déterminants. L'arrivée des femmes à l'université, comme étudiantes d'abord – massivement dans les années 1960 – puis plus difficilement et tardivement comme enseignantes et chercheuses, ont changé la donne. [...]

Les historiennes ont cherché les traces des femmes du passé et ont relu des sources classiques ; elles en ont trouvé de nouvelles ou en ont forgé (les sources orales) ; elles ont aussi, en suivant Michel de Certeau, traqué et analysé les manques. Elles ont par ailleurs critiqué les savoirs constitués qui se donnent universels quand ils ne sont que masculins. [...]

L'histoire des femmes devient progressivement celle du rapport entre les sexes. S'éloignant de la domination et de l'oppression, les recherches ont abordé alors les thèmes du consentement et de la séduction dans le cadre de la famille, du métier ou des espaces privés. La lecture de Michel Foucault a permis par ailleurs d'insister sur la question des pouvoirs et a promu une histoire politique, en particulier l'histoire du féminisme [...].

Document E : Fanny Gallot, « Aujourd’hui comme hier, les femmes au cœur des mobilisations », *Le Monde*, 11 décembre 2018. [En ligne]

Depuis quelques jours, les médias rendent compte de la présence importante des femmes de tous âges dans la mobilisation des « gilets jaunes ». Sur le terrain, elles sont effectivement présentes aux ronds-points et apparaissent régulièrement dans les médias. Elles dénoncent la baisse du pouvoir d’achat, les injustices fiscales, les bas salaires, mais aussi la condescendance du pouvoir et son mépris de classe, appelant Emmanuel Macron à démissionner.

La participation des femmes dans les grèves et les mouvements sociaux n’a rien de nouveau, en particulier contre la vie chère. Dès le XVIII^e siècle, elles sont partie prenante des révoltes, que celles-ci soient frumentaires [*relatives à la hausse du prix des céréales*], antifiscales ou antiseigneuriales. La mise en avant des femmes impressionne les autorités, car elles se trouvent moins réprimées. Et le désordre qu’elles produisent peut conduire à la victoire du mouvement.

Dans toutes les mobilisations sociales de la période récente, l’implication des femmes est également forte et, pourtant, elle surprend. Cette implication apparaît à chaque fois comme une nouveauté. Leur présence est alors comprise comme le signe d’une mobilisation exceptionnelle : si même les femmes s’y mettent... En réalité, ce qui mérite l’étonnement, c’est qu’on oublie leur participation : leur invisibilité rétrospective. Elles ont contribué de manière décisive depuis plusieurs années, avec des grèves majoritairement féminines dans le secteur de la santé avec les infirmières ou encore dans celui du nettoyage. En ce moment, par exemple, la grève des femmes de ménage de l’hôtel Park Hyatt Vendôme a permis de rendre visibles non seulement leur travail, mais également les conditions dans lesquelles il est accompli.

Aujourd’hui, avec les « gilets jaunes », l’implication des femmes est pour partie liée à leur prise en charge du travail domestique, un travail gratuit réalisé essentiellement par les femmes (même si les ressorts de leur mouvement ne s’y réduisent pas) : c’est toujours à elles qu’il revient de joindre les deux bouts dans le cadre du ménage et de la famille. Dans un contexte qui rend impossible la réalisation de cette tâche pour nombre d’entre elles, la mobilisation permet de faire apparaître dans l’espace public ce qui restait dans la sphère privée : si beaucoup n’y parviennent plus, c’est bien que les problèmes vécus généralement comme personnels ont des causes sociales, que le privé est politique. [...]

Ce qui change peut-être dans la médiatisation du mouvement des « gilets jaunes », c’est que l’invisibilité des femmes est partiellement rendue visible et débattue. Un phénomène probablement lié au gain de légitimité de la parole des femmes ces derniers mois. Avec la séquence féministe qui se déploie à l’échelle mondiale, de la grève du 8 mars en Espagne aux mobilisations pour le droit à l’avortement en Argentine, de #metoo aux Etats-Unis à la manifestation du 24 novembre à Paris, une nouvelle vague féministe est en cours. Elle favorise la prise de parole des femmes dans l’espace médiatique. Si la mise en place de porte-parole des « gilets jaunes » a été symptomatique de la tendance à voir disparaître les femmes, l’originalité du mouvement est justement de ne pas avoir de direction où les hommes pourraient monopoliser l’attention. Les formes d’organisation démocratique telles qu’elles s’esquissent parfois dans le mouvement ne peuvent donc passer à côté de leur parole.